

**ARRÊTÉ N°2022/002
PRESCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE
ENQUETE PUBLIQUE
RELATIVE A LA MODIFICATION N°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE DRANCY**

Le président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-18 ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;

VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I^{er} du code de l'urbanisme et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

VU le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;

VU le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

VU la loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

VU la délibération n°11 du Conseil de territoire du 9 avril 2018 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme de Drancy ;

VU l'arrêté n°2021/012 du 02 août 2021 de Monsieur le Président de l'EPT Paris Terre d'Envol portant engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Drancy ;

VU la décision de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) n° 2021-6555 du 02 octobre 2021 dispensant d'évaluation environnementale la modification n°1 du plan local d'urbanisme de Drancy (93) après examen au cas par cas ;

VU la décision n°E21000018 / 93 en date du 06 octobre 2021 du Tribunal Administratif de Montreuil désignant Madame Micheline BELFORT en qualité de Commissaire-enquêteur ;

VU la décision n°E21000018 / 93 en date du 17 décembre 2021 du Tribunal Administratif de Montreuil désignant Madame Françoise ANGELINI-SOUDIERE en qualité de Commissaire- enquêteur en remplacement de Madame Micheline BELFORT ;

VU le dossier soumis à enquête publique ;

CONSIDERANT la nécessité d'adapter le périmètre de l'OAP du Baillet ;

CONSIDERANT la nécessité de supprimer le périmètre de gel de la zone UD1 devenu caduc ;

Accusé de réception en préfecture 093-200058097-20220119-2022-002-AU Date de télétransmission : 19/01/2022 Date de réception préfecture : 19/01/2022

CONSIDERANT la nécessité de permettre l'évolution de certains zonages ;
CONSIDERANT la nécessité de modifier ou supprimer certains emplacements réservés ;
CONSIDERANT la nécessité de créer, modifier ou supprimer certains emplacements réservés ;
CONSIDERANT la nécessité de procéder à des ajustements réglementaires ;
CONSIDERANT la nécessité de modifier le règlement du PLU et l'OAP du Baillet pour permettre ces adaptations ;
CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Drancy du lundi 31 janvier 2022 au mercredi 2 mars 2022, soit une durée de 31 jours consécutifs.

ARTICLE 2 La modification n°1 du PLU a pour objets :

- Réduire le périmètre de l'OAP du Baillet en lien avec le futur projet défini ;
- Supprimer le périmètre de gel de la zone UD1 devenu caduc ;
- Permettre l'évolution de certains zonages notamment les zones adjacentes du secteur du Baillet pour rendre cohérent les droits à construire du secteur ;
- Modifier ou supprimer certains emplacements réservés ;
- Créer des emplacements réservés pour :
 - la constitution de réserves foncières en vue de la réalisation d'espaces de stationnement en substitution de la suppression du stationnement longitudinal dans le cadre de la mise en place de la mobilité douce ;
 - la réalisation d'aménagement d'espaces verts en vue de la réduction du phénomène d'îlots de chaleur.
- Procéder à des ajustements réglementaires.

ARTICLE 3 Madame Françoise ANGELINI-SOUDIERE a été désignée en qualité de Commissaire- enquêtrice par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 4 Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.
Cet avis sera également publié, par voie d'affiches, sur les panneaux municipaux de la Ville de Drancy, au siège social de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol – Mairie d'Aulnay-sous-Bois, Boulevard de l'Hôtel de ville - 93600 Aulnay-sous-Bois, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'avis sera également mis en ligne sur le site internet <http://modification-n1-plu-drancy.enquetepublique.net> et accessible via un lien depuis les sites internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/> et de la Ville de Drancy <https://www.drancy.fr/>. Une copie de cet avis sera annexée au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 5 Le dossier d'enquête publique et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par la commissaire enquêtrice, seront tenus à la disposition du public en Mairie de Drancy - Service Urbanisme (3ème étage) - Place de l'Hôtel de Ville, 93700 Drancy, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 31 janvier 2022 à 09h00 au mercredi 2 mars 2022 à 17h00, aux horaires suivants :

- Les lundi, mercredi et vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ;
- Les mardi et jeudi, de 13h30 à 17h30 ;
- Le samedi, de 09h00 à 12h00 ;
- Pendant les permanences de la commissaire enquêtrice.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant toute la durée de l'enquête publique sur le site internet <http://modification-n1-plu-drancy.enquetepublique.net>. Le dossier d'enquête publique sera également accessible via un lien depuis les sites internet de la Ville de Drancy et de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol aux adresses suivantes : <https://www.drancy.fr/> et <https://www.paristerresdenvol.fr/>.

Il sera également consultable depuis un poste informatique situé en Mairie de Drancy - Service Urbanisme (3ème étage) - Place de l'Hôtel de Ville, 93700 Drancy, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 31 janvier 2022 à 09h00 au mercredi 2 mars 2022 à 17h00, aux horaires suivants :

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220119-2022-002-AU
Date de télétransmission : 19/01/2022
Date de réception préfecture : 19/01/2022

- Les lundi, mercredi et vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ;
- Les mardi et jeudi, de 13h30 à 17h30 ;
- Le samedi, de 09h00 à 12h00 ;
- Pendant les permanences de la commissaire enquêtrice.

Pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi 31 janvier 2022 à 09h00 au mercredi 2 mars 2022 à 17h00, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le projet de modification du PLU :

- sur le registre d'enquête en Mairie de Drancy - Service Urbanisme (3ème étage) - Place de l'Hôtel de Ville, 93700 Drancy, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 31 janvier 2022 à 09h00 au mercredi 2 mars 2022 à 17h00 aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences de la commissaire enquêtrice mentionnées à l'article 6 du présent arrêté ;
- sur le registre dématérialisé hébergé sur le site internet suivant : <http://modification-n1-plu-drancy.enquetepublique.net> ;
- par voie électronique à l'attention de la commissaire enquêtrice à l'adresse suivante : modification-n1-plu-drancy@enquetepublique.net ;
- par courrier postal à la commissaire enquêtrice à l'adresse suivante :
Mairie de Drancy
Madame la commissaire enquêtrice
Modification n° 1 du PLU
Service Urbanisme (3ème étage)
Place de l'Hôtel de Ville
93700 Drancy

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par la commissaire enquêtrice seront consultables en Mairie de Drancy - Service Urbanisme (3ème étage) - Place de l'Hôtel de Ville, 93700 Drancy, pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 31 janvier 2022 à 09h00 au mercredi 2 mars 2022 à 17h00, durant toute la durée de l'enquête publique du lundi au samedi aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences de la commissaire enquêtrice. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables durant toute la durée de l'enquête publique du lundi 31 janvier 2022 à 09h00 au mercredi 2 mars 2022 à 17h00 sur le site internet <http://modification-n1-plu-drancy.enquetepublique.net> dans les meilleurs délais.

Seules les observations et propositions transmises dans les formes précisées ci-dessus ou lors des échanges avec la commissaire enquêtrice pendant ses permanences seront prises en compte.

ARTICLE 6 La commissaire enquêtrice tiendra des permanences en Mairie de Drancy - Service Urbanisme (3ème étage) - Place de l'Hôtel de Ville, 93700 Drancy pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'information du public aux dates et heures suivantes :

- Lundi 31 janvier 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- Samedi 19 février 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- Mercredi 02 mars 2022 de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 7 Des informations peuvent être demandées sur ce dossier auprès de l'autorité compétente responsable du Plan Local d'Urbanisme, Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol, par l'intermédiaire du Service Urbanisme (3ème étage) - Place de l'Hôtel de Ville, 93700 Drancy aux horaires habituels d'ouverture du service.
Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès la publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 À l'expiration du délai d'enquête, le mercredi 02 mars 2022 à 17h00, le registre d'enquête papier sera clos et signé par la commissaire enquêtrice. A partir de cette même heure, les observations et propositions émises via le registre dématérialisé et l'adresse mail ne seront plus prises en compte.

ARTICLE 9 A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera transmis sans délai à la commissaire enquêtrice. Dès réception du registre et des éventuels documents annexés, la commissaire enquêtrice rencontrera, sous huitaine, le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol ou son représentant en présence de la Maire de la Ville, ou son représentant, afin de lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 10

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, la commissaire enquêtrice transmettra au Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport comportera le rappel de l'objet du plan, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public. Les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.

La commissaire enquêtrice transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil. Une copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice sera adressée par le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol, à la Maire de Drancy et au Préfet de Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 11

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice à la Préfecture, au site administratif de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol situé 50 allée des impressionnistes (93420), en Mairie de Drancy, Service Urbanisme (3ème étage) - Place de l'Hôtel de Ville, 93700 Drancy aux jours et heures d'ouverture du service, sur le site internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/>, sur le site internet <http://modification-n1-plu-drancy.enquetepublique.net> et via un lien depuis le site internet de la Ville de Drancy <https://www.drancy.fr/>, pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

ARTICLE 12

Au terme de l'enquête publique, l'Etablissement Public Territorial Paris Terre d'Envol pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet de modification n° 1 du PLU de la commune de Drancy pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commissaire enquêtrice. Le Conseil de Territoire de Paris Terre d'Envol se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n° 1 du PLU de la commune de Drancy.

ARTICLE 13

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis ;
- à Madame la Maire de Drancy ;
- à Madame la Commissaire enquêtrice ;
- à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 14

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le **13 JAN. 2022**

Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terre d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois

